

« *Entre djihad, révoltes sociales et opération Barkhane: une géopolitique du G5 Sahel* »

Le conférencier

Francis *SIMONIS*

Maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université d'Aix-Marseille,

- spécialiste de l'Afrique de l'ouest et tout particulièrement du Mali,
- consacre un cours de licence semestriel visant à étudier la crise au Sahel avec ses étudiants
- dirige des mémoires sur le même sujet à l'Ecole de guerre.
- Membre de la réserve citoyenne de défense rattaché à l'EMSOME.

Le sujet

Depuis une dizaine d'années, le Sahel est plongé dans une spirale sans fin de crises violentes qui mettent à mal ses populations. Ballotées entre les coups d'Etat militaires, les révoltes de minorités ethniques, les groupes armés djihadistes, les trafiquants de drogue, les conflits intercommunautaires, les exactions de leurs propres armées et les interventions militaires internationales, celles-ci tentent tant bien que mal de survivre dans un environnement instable. En focalisant notre attention sur le G5 Sahel, et plus particulièrement la zone dite des trois frontières entre Mali, Burkina Faso et Niger, nous tenterons de saisir les ressorts géopolitiques d'une situation complexe dans laquelle la France s'est laissée entraîner et semble bien en peine aujourd'hui de se dégager.

Rappels

En novembre 2018

« Regard d'un historien sur l'opération Serval »

Le 11 janvier 2013, la France déclenchait l'opération Serval au Mali pour stopper la marche vers le sud des groupes islamistes armés qui occupaient les deux tiers nord du pays depuis près d'un an. L'ancien colonisateur se faisait sauveur et intervenait avec vigueur, suscitant l'enthousiasme de la population qui reçut François Hollande en héros le 2 février 2013 à Tombouctou, libéré quelques jours plus tôt par le colonel Gèze et les hommes du 21e RIMA. Moins d'un an plus tard, la population malienne défile dans les rues de Bamako pour dénoncer l'inaction de la France dans la région de Kidal alors que le président de la République Ibrahim Boubacar Keita, élu le 11 août 2013 avec près de 78% des voix, martèle dans *Le Monde* du 4 décembre "La communauté internationale nous oblige à négocier sur notre sol avec des gens qui ont pris les armes contre l'Etat. Je rappelle que nous sommes un pays indépendant !" Pour comprendre ce paradoxe, il faut faire appel à l'histoire, en revenant sur la situation du Mali depuis les années 1990 et sur les relations entre la France et les Touaregs, pour se demander finalement si la France a mené au Mali la guerre que sa population attendait qu'elle mène.

A venir

Le 5 novembre :

Benoît BODART, docteur et professeur d'histoire

"La division Bleue dans la guerre de 1870-1871"